



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

La Lettre de

LA CHINE HORS LES MURS n° 36

SOMMAIRE

- **Editorial**, par Sybille Dubois-Fontaine Turner 1
- **Secteur : Vers un développement international plus mature du secteur pharmaceutique**, par Eric Bouteiller 4
- **Les groupes chinois mondialisés**, par le Comité France Chine.....8
- **Etude : « Le renminbi numérique » : cinquième modernisation, cinquième internationale ou cinquième colonne ?** par Jean-François di Meglio..... 10
- **BRI Digest : La BRI vue d'Addis-Abeba**, par Geneviève Barré.....12
- **Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise**, par Paul Clerc-Renaud.....16
- **Dernières nouvelles des relations franco-chinoises**, par le Comité France Chine19

Editorial

Quel impact sur les entreprises du dernier sommet virtuel UE-Chine ?

Un sommet Chine/Europe virtuel substitut au report du sommet de Leipzig : déception et surprise des entreprises.

Les entreprises françaises en 2020 espéraient beaucoup du sommet extraordinaire entre les 27 chefs d'Etats européens et leurs homologues chinois prévu à Leipzig les 14 et 15 septembre prochains. Elles attendaient, entre autres, la signature de l'accord global sur les investissements entre l'UE et la Chine, particulièrement important pour la protection de leurs investissements, comme ceux des entreprises européennes, en Chine.

Or, ce sommet fut reporté sur fond de crise du Covid-19, sans nouvelle date annoncée. A défaut, les entreprises ont eu la surprise d'être témoins en guise d'un Sommet Union-Europe/Chine, d'un réquisitoire particulièrement sévère contre les dirigeants chinois de la part des autorités européennes, ce au plus haut niveau de ces instances, dans un style inédit par visio-conférence interposée le 22 juin dernier. Ce Sommet dans des circonstances inédites a en effet réuni Charles MICHEL, Président du Conseil, Ursula VON DER LEYEN, Présidente de la Commission, accompagnés du chef de la diplomatie européenne Josep Borrell avec Li Keqiang, Premier Ministre du Conseil des Affaires d'Etat de la République populaire de Chine, puis avec Xi Jinping.

A la surprise générale, contrairement aux habitudes des deux parties de vanter la qualité de leur relation diplomatique, les dirigeants européens ont déroulé une longue liste de griefs, allant des promesses d'accord non tenues par les dirigeants chinois à la nouvelle loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, en passant par les attaques de

cyber sécurité menées contre des hôpitaux européens au plus fort de la crise sanitaire. Le sommet s'est ainsi conclu sans déclarations communes et chaque partie a communiqué de son côté.

Raisons du durcissement du ton européen pendant ce sommet virtuel du 22 juin

En surface, cet évènement pourrait surprendre, notamment au regard de la qualité du dialogue sino-européen en 2019. Lors de la visite du Président Emmanuel MACRON à l'occasion de la Foire internationale des importations de Shanghai, un accord historique sur les appellations géographiques avait été trouvé entre l'UE et la Chine. La Chine avait également affiché sa volonté de renforcer sa coopération avec l'Union européenne en nommant pour la première fois le 1^{er} novembre 2019 un représentant spécial pour les affaires européennes, Wu Hongbo. Tous les indicateurs tendaient à la concrétisation en 2020 d'un « partenariat ambitieux et équilibré » entre l'UE et la Chine, avec notamment la tenue du sommet extraordinaire de Leipzig en septembre.

Cependant, depuis, la crise du Covid-19 et ses conséquences, les relations sino-européennes se sont nettement détériorées, ce qui ont rendu les **autorités européennes de plus en plus impatientes dans leurs relations avec la Chine.**

Les raisons de cette manifestation d'impatience sont multiples : détérioration de l'image de la Chine auprès de l'opinion publique européenne, communication agressive de certaines ambassades chinoises au sein de l'UE sur la gestion de la crise par certains pays de l'UE, politique du masque de la Chine auprès de pays européens affaiblis, ratification de l'accord sur les appellations géographiques entre l'UE et la Chine toujours en attente depuis novembre 2019, nouvelle loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, etc...

Dans ces conditions, il devenait de plus en plus difficile pour les dirigeants européens de louer devant les caméras la « qualité » des relations UE-Chine. Ils ont ainsi affiché le 22 juin leur impatience face au manque d'engagement des autorités chinoises sur les nombreux points à l'agenda de la coopération entre l'UE et la Chine ces derniers mois, surtout dans le cadre d'une récession économique mondiale historique.

Prise en compte des objectifs économiques des entreprises françaises et européennes en Chine

L'enjeu pour les entreprises est que le durcissement du ton européen ait un effet bénéfique pour leurs intérêts dans leurs relations économiques et projets avec leurs partenaires chinois en Chine ou avec la Chine « Hors les Murs ». **L'objectif est de permettre d'obtenir de la Chine des résultats concrets.** Or, la raison et l'agenda politique de l'UE ne correspondent pas forcément à la raison et l'agenda économique des entreprises.

Les entreprises françaises et européennes qui ont investi en Chine depuis 40 ans l'ont fait averties des avantages et contraintes que la Chine présente. Depuis ces dernières années, la situation a évolué avec plus de centralisation et surtout un développement de champions nationaux chinois avec le soutien des autorités chinoises pour conquérir des marchés en Chine et hors de Chine.

C'est dans un **contexte ultra concurrentiel que les entreprises françaises et européennes se développent en Chine**, seul marché en croissance en 2020 selon les prévisions du FMI, et marché mondial devenu incontournable et sans autre alternative comparable. Ce dont les entreprises ont besoin c'est avant tout d'un climat d'affaires stable et de confiance avec leurs partenaires chinois. Or en Chine, **cette confiance passe par le soutien politique au plus haut niveau pour les projets importants.**

Il faut souhaiter que cette nouvelle position politique et diplomatique de l'Union Européenne puisse contribuer de manière positive aux intérêts des entreprises françaises et européennes, car l'Union Européenne représente un contrepoids fort dans le cadre de l'augmentation des tensions actuelles Chine/US. La Chine a en effet aucun intérêt que l'Union Européenne se rapproche des US, ce qui constituerait une politique de *containment* vis-à-vis de la Chine. Le but est d'incarner une troisième voie, en étant plus impartial, avec une évaluation spécifiquement européenne de la situation, même si la diplomatie chinoise reste convaincue que l'Union Européenne est sous influence américaine.

Ainsi, dans le cadre de la négociation de l'accord global sur les investissements entre l'UE et la Chine, en négociation depuis novembre 2013, l'Union européenne a lancé le 22 juin dernier un ultimatum à la Chine : sans avancée significative de sa part d'ici à la prochaine session de négociation prévue fin juillet, l'UE considérera que le sujet n'a plus lieu d'être placé à l'agenda de coopération bilatéral.

Une nouvelle stratégie européenne au profit des entreprises françaises et européennes

De manière plus fondamentale, la fermeté du discours des dirigeants européens reflète la détermination de plus en plus forte des dirigeants européens de la **nécessité de défendre ses propres intérêts sur la scène internationale.** A cet égard, la crise du Covid-19 et ses conséquences **a révélé et catalysé cette prise de conscience** à l'œuvre déjà ces dernières années au sein de l'UE.

Face à la rivalité croissante entre les Etats-Unis et la Chine et à l'effritement de l'ordre international, l'Union européenne ne compte plus seulement sur le bon vouloir et la coopération de ses partenaires pour résorber certains déséquilibres structurels du système économique international. Elle prend également **des mesures défensives afin de garantir la compétitivité du marché unique face aux pratiques déloyales de pays tiers** et renforcer son autonomie stratégique, tel que son livre blanc proposant de nouveaux instruments visant à prévenir les distorsions de concurrence générées au sein du marché intérieur par des subventions octroyées par des pays tiers.

Si la Chine n'est pas directement visée par ces mesures, c'est elle qui a largement motivé cette prise de conscience. Ces mesures ont été précédées depuis mars 2019 par la mise en place d'un mécanisme pour la coordination du filtrage des investissements étrangers susceptibles de porter atteinte à la sécurité ou à l'ordre public dans l'Union et les

Etats membres (applicable dès le 11 octobre 2020), puis en octobre 2019 par un rapport de l'UE dans lequel elle invitait les Etats membres à la vigilance sur les fournisseurs de matériel, particulièrement ceux liés à un pays tiers non démocratique.

Le Sommet virtuel du 22 juin a finalement clarifié **le cadre qu'entend construire l'Union européenne pour ses relations avec la Chine, comme le font déjà les entreprises françaises et européennes en Chine depuis des années, entre compétition et coopération ou coopération.**

En outre, les dirigeants européens ont confirmé leur volonté de s'afficher comme **leader des relations sino-européennes** et de ne plus laisser ce terrain aux seuls Etats membres. Cette clarté du discours européen a été reconnue par le quotidien conservateur Global Times dans une tribune publiée au lendemain du sommet, prenant acte d'une Union européenne géopolitique et de la légitimité pour l'UE d'incarner une 3^{ème} voie entre la Chine et les Etats-Unis. Ces développements sont une bonne nouvelle pour les entreprises nationales européennes car **c'est au niveau européen que peuvent se résoudre les déséquilibres structurels de la relation économique sino-européenne, afin de laisser au niveau bilatéral le soutien des entreprises nationales par leur gouvernement auprès des autorités chinoises.**

Sybillle Dubois-Fontaine Turner, Comité France Chine, CCE France

Secteur

Vers un développement international plus mature du secteur pharmaceutique

Il y a presque deux ans dans ces colonnes, nous examinions l'investissement de l'industrie pharmaceutique chinoise à l'étranger. Nous nous attendions à une vague qui ne s'est que partiellement matérialisée. 2019 a vu un ralentissement significatif du phénomène (qui sera probablement encore accentué par les effets du Covid-19). Mais à l'époque, nous avions décelé que les développements internationaux (fusions et acquisitions, achats de technologies, partenariats etc...) Des firmes chinoises de ce secteur étaient en fait plus motivées par les besoins du marché intérieur qu'une volonté de conquête des marchés internationaux. Les risques et opportunités du marché domestique de ces deux dernières l'ont emporté, sauf quelques très belles exceptions.

L'impact de la croissance

La croissance du marché pharmaceutique domestique a été de presque 8% en 2019. Les sociétés chinoises ont cru moins vite que les sociétés internationales en moyenne. La croissance étant en Chine, pourquoi la chercher à l'extérieur ? L'impact du Covid-19 devrait être significatif avec une croissance estimée à -1.8% selon IQvia (estimation publiée en juin 2020). Les traitements chroniques se maintiennent, notamment avec un transfert vers le commerce de détail (le commerce de détail pourrait progresser de +5% alors que l'hôpital pourrait se contracter de 4%). Les patients vont chercher leurs produits dans les pharmacies plus qu'à l'hôpital pour éviter les risques de contamination. La fréquentation des hôpitaux est de l'ordre de 60%-70% par rapport à 2019, avec certaines pathologies qui se maintiennent mieux que d'autres.

Le COVID-19 et l'accélérateur du digital

Le niveau de la croissance n'est pas le seul indicateur suivi par les acteurs locaux. Les flux changent très vite. L'Etat essayait de désengorger les grands hôpitaux au profit des petites structures depuis pratiquement une décennie. Le Covid-19 a été un formidable accélérateur pour ce transfert. Les patients désormais évitent au maximum les grands hôpitaux. La digitalisation est aussi une tendance de fonds qui transforme la relation entre patients et médecins. La télémédecine et les hôpitaux sur internet ont connu un très fort développement. Une récente étude des CCE a montré l'effet d'accélérateur du Covid-19 sur les technologies chinoises. Par exemple, Tencent est devenu le premier opérateur d'e-santé avec 450,000 médecins inscrits dans ses bases. Du côté des professionnels, la visite médicale "classique" a été dépoussiérée en quelques semaines et tous les laboratoires se sont convertis à la visite digitale et aux webinars.

On rappellera aussi que le secteur pharmaceutique est relativement en retard en termes de digital. Au-delà de la relation patients-médecins, les études cliniques produisent des données (sic) et leur gestion intégrée est un prodigieux réservoir de productivité pour le futur. Les sociétés sont en train de s'équiper et cela deviendra une des forces de la stratégie internationale des laboratoires chinois qui bénéficient d'un secteur digital déjà leader sur le plan mondial.

Le virage réglementaire vers l'innovation

D'un point de vue structurel, le virage réglementaire vers l'innovation a bien eu lieu et a conduit la mise en place de nouvelles politiques et de nouveaux outils. La NMPA (nouveau nom de la CFDA) a mis en place le programme annoncé en 2017, même si son équipe dirigeante a été décimée par différents scandales (gestion des vaccins et corruption). Une des inquiétudes des laboratoires était de voir si le gouvernement changerait de politique après le remplacement du champion de la réforme réglementaire. Il n'en a rien été et les autorités ont mis en place les réformes annoncées.

La Chine progresse à marche forcée dans son intégration à l'ICH.

Concrètement, la NMPA dispose désormais d'outils équivalents aux grandes agences règlementaires : "fast track" pour certaines catégories de produits (maladies rares par exemple) ou procédure raccourcie en cas de besoin (le Covid-19 a démontré que cela avait été très efficace). Enfin la NMPA a mis en place un système d'autorisation de mise sur le marché (qui va remplacer l'ancien système d'autorisation industrielle) ce qui va donner plus de fluidité au secteur, en permettant le développement de tout l'écosystème (CRO, CSO, CMO etc...).

Le VBP

Une autre réforme structurelle a été la mise en place de véritables appels d'offre. Les biddings "ancienne mode" ont été remplacés par des VBP (Volume Based Procurement). Ce sont devenus de véritables appels d'offres ou le laboratoire peut baisser son prix en fonction d'un volume défini de produits. Une réforme pilote a été mise en place en 2017 et les premiers résultats annoncés fin 2018. Depuis, la procédure a été répétée plusieurs fois en élargissant les périmètres thérapeutiques et géographiques.

La politique des Autorités a été progressive et pragmatique, fidèle à sa stratégie de "tâter les pierres pour traverser le gué". Les Autorités ont commencé avec 289 produits pharmaceutiques dans 4 municipalités de statut provincial et 7 capitales provinciales (d'où l'appellation de "réforme des 4+7").

Il est désormais clair que tous les produits pharmaceutiques seront bientôt concernés. Il est probable aussi que les autres secteurs de la santé soient bientôt touchés : dispositifs médicaux, équipements de diagnostic etc. Les politiques publiques pour l'innovation et le VBP structurent l'industrie pharmaceutique chinoise. Les laboratoires chinois sont désormais face à un choix stratégique. D'un côté suivre une stratégie de type générique et chercher à massifier les capacités de production et de distribution. De l'autre, les laboratoires qui ont sauté le pas de l'innovation. Le plus bel exemple est probablement Hengrui le leader des majors chinois dont la part de produits innovants a atteint 25% du chiffre d'affaires en 2019. Elle n'était que de 15% en 2017 et annonce 50% pour 2021 dans son dernier rapport annuel.

Il est probable aussi que de nombreux laboratoires locaux ne résisteront pas à ces évolutions. Le Covid-19 a déclenché une vague de mise en garde sans précédent : 110 laboratoires sur les 334 qui sont cotés en Chine (actions A) ont annoncé

qu'ils n'atteindront pas leurs objectifs en 2020. La baisse de fréquentation des hôpitaux y est pour beaucoup. Mais c'est surtout le révélateur des ajustements structurels qui n'ont pas été réalisés ces dernières années : remontée des exigences en termes de qualité (programme GQCE), réduction des chaînes d'approvisionnement (politique dite des "deux invoices"), baisse de prix liée au VBP, incitation à l'innovation...

La négociation pour le remboursement

L'élément le plus novateur du contexte pharmaceutique ces deux dernières années est sans aucun doute la mise en place d'une nouvelle politique pour le remboursement des produits pharmaceutiques. Pendant près de huit ans, aucun nouveau produit (local ou international) n'a été agréé pour le remboursement. Depuis 2017, les autorités ont fait une mise à jour par an. Cela fait donc trois en trois ans. Récemment, une mise à jour a été annoncée pour 2020. Il subsiste de nombreux problèmes, mais au moins les patients peuvent avoir véritablement accès aux innovations.

Ces mises à jour sont qualifiées de « négociation » (tanpan), mais il y a très peu d'espace pour réellement négocier. Le message des Autorités aux fabricants est clair : faites des concessions pour avoir accès au marché. A terme, cette nouvelle approche dépassera le marché chinois et touchera la politique globale de prix des laboratoires. D'ici quelques années, la Chine pourrait devenir une des références globales des prix les plus bas... Autre changement en cours pour le remboursement, la centralisation des listes et de la prise de décision. Les ajustements réalisés par les provinces vont progressivement disparaître dans les trois ans à venir. Certaines provinces, plus politiques que d'autres, ont déjà annoncé renoncer à leur droit d'ajustements. Cela va encore renforcer le pouvoir de négociation central.

« Deep Pocket »

On le voit, la très grande majorité des entrepreneurs chinois n'a pas eu le temps d'explorer les marchés export. L'industrie bio-pharma chinoise est centrée sur son marché domestique et dispose aussi depuis 2018 de l'infrastructure financière pour se développer. La bourse de Shanghai a ouvert le Science and Technology Innovation Board (STI). De son côté, Hong Kong a aussi assoupli ses conditions de cotation en bourse. Pour l'instant, selon une récente étude de Deloitte, Hong Kong est gagnante, ayant attirée les plus belles sociétés (12 bio-pharma vs 3 pour Shanghai) et réalisée les plus grosses mises sur le marché. Il reste à voir quel sera l'impact des tensions sino-américaines.

Les bio-pharma font la queue pour se coter en bourse et la Covid-19 va probablement accélérer le phénomène. CB Insights a récemment publié une étude répertoriant 9 licornes chinoises (faisant plus d'un milliard USD de capitalisation chacune).

Il s'agit essentiellement de dispositif médical et de santé digitale mais aussi de bio-pharma.

Une ombre dans ce tableau est le manque de visibilité donnée par les Autorités sur le "reward for innovation". Les nouvelles règles du jeu économique ne sont pas encore établies, ce qui met à risque les Business Cases et les P&L des produits. Nous avons vu que le VBP ou les mises à jour du remboursement se font par tâtonnement, ce qui permet de construire de manière pragmatique le système de demain. Par contre, les entrepreneurs locaux du secteur sont inquiets car ils n'ont pas de perspectives à moyen terme.

Une internationalisation plus mature

Vu ces importants et nombreux développements, on comprend mieux le relatif ralentissement du développement à l'international des laboratoires pharmaceutiques chinois. Le contexte géostratégique (le conflit avec les Etats-Unis) ou le contrôle des changes jouent un rôle, mais ce sont surtout ces changements structurels qui concernent la stratégie internationale.

C'est donc le marché chinois qui prime. C'est désormais le plus gros marché en volume (et le deuxième en valeur). Il connaît une croissance soutenue en 2019. La réussite sur le marché domestique est fondamentale. Comme dans d'autres autres secteurs, l'entrepreneur chinois a désormais le potentiel de devenir un acteur global par la taille de son marché domestique. L'international est secondaire sur le plan commercial, cependant il est critique pour acquérir certaines technologies manquantes et ainsi se différencier par rapport à la concurrence domestique.

Le ralentissement du développement international des laboratoires chinois en 2019 a réduit le nombre de transactions en termes de M&A in & outbound (voir graphique). Cette tendance est toutefois contredite par l'acquisition de 20% du capital de Beigene par Amgen (2.7 milliards USD). Une remarquable stratégie pour le laboratoire américain qui tente ainsi de rattraper son retard sur le marché chinois par rapport aux autres MNC et, subtilement, d'apparaître comme un acteur local. De manière contre-intuitive le poids des USA a considérablement augmenté dans les flux de capitaux transfrontières au cours des deux dernières années. Les USA sont passés de 50% en 2017 à 90% en 2019 de la valeur des projets. La transaction Amgen explique en partie le phénomène, mais cela reflète aussi la prééminence américaine dans l'industrie de la santé mondiale, la qualité de sa recherche et la profondeur de son marché financier. La quasi-totalité des entrepreneurs et des responsables scientifiques des start-up bio-pharma sont en relation étroites avec les USA à titre personnel ou en termes de partenariat académique ou commercial. Enfin, il est intéressant de noter que la détérioration des relations entre la Chine et les USA ne s'est pas traduite en opportunité pour les entreprises européennes. Une question que nous devrions étudier de près pour notre avenir.

Éric Bouteiller, CCE Chine

(Un article examinera le secteur des principes chimiques actifs et des génériques dans un prochain numéro de la Lettre)

ANNEXES STATISTIQUES

CROISSANCE DU MARCHÉ PHARMACEUTIQUE CHINOIS

2019 r	2020 f	2021 f	2022 f	2023 f	2024 f
7.9%	-1.8%	7.5%	6.3%	5.6%	5.5%

Marché total, RMB, juin 2020. A noter un scénario a -3.5% en 2020 et 8.1% en 2021.

Source : IQvia

CROISSANCE DU MARCHÉ PHARMACEUTIQUE HOSPITALIER CHINOIS



100 Mrmb. Source : IQvia.

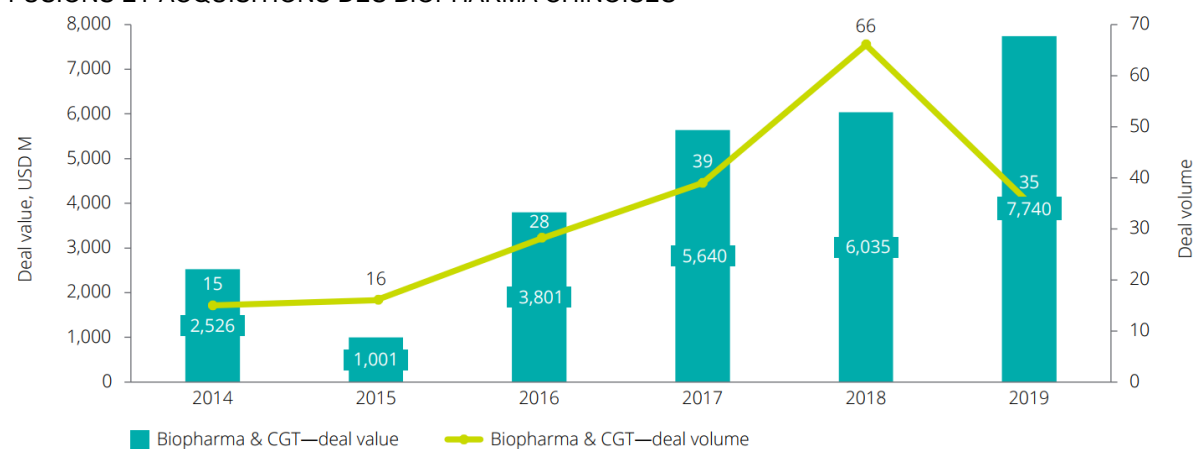
[Colonne : total valeur, ligne bleue : total du marché hospitalier, orange : sociétés locales, bleu clair : sociétés internationales]

MISE A JOUR DES LISTES DE REMBOURSEMENTS

	2017	2028	2019
Nouveaux produits négociés	36	17	70
Taux de succès	82%	94%	59%
Baisse de prix moyenne	45%	57%	61%
Principales méthodes utilisées	IRP	IRP et impact budgétaire	IRP, impact budgétaire, comparaison etc

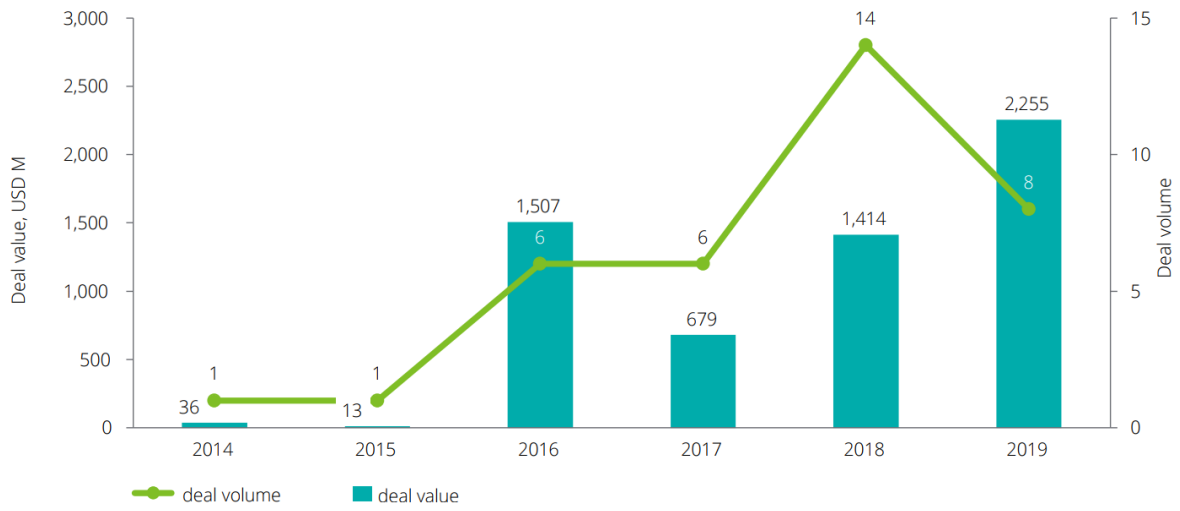
Source : media & entretiens.

FUSIONS ET ACQUISITIONS DES BIOPHARMA CHINOISES



Source : Deloitte 2020.

FUSIONS ET ACQUISITIONS INTERNATIONALES DES BIOPHARMA CHINOISES EN VOLUME ET EN VALEUR



Source : Deloitte 2020

INNOVENT BIOLOGICS

Des collaborations internationales fructueuses

Origine et création d'INNOVENT

INNOVENT BIOLOGICS INC. est une société chinoise créée en 2011 spécialisée dans la production de biomédicaments de haute qualité pour le traitement des cancers, des maladies auto-immunes ou métaboliques. Elle dispose d'un *pipeline* (ensemble des molécules étudiées en R&D et en tests cliniques) de 23 actifs, dont 18 sont en développement clinique. Deux produits d'INNOVENT ont déjà été approuvés pour leur commercialisation en Chine : TYVYT, et BYVASDA en juin 2020.

Son fondateur, YU Dechao, est un expert reconnu à l'international dans le secteur de la pharmacie et de la biologie. Engagé par le gouvernement chinois dans le cadre du « Programme des Mille Talents », il crée INNOVENT à Suzhou (Jiangsu) pour rendre abordables des traitements de qualité pour la population chinoise, après avoir travaillé pour de prestigieuses entreprises aux Etats-Unis (CELL GENESIS, APPLIED GENETICS). YU Dechao a également participé au travail législatif pour la création de normes en Chine, et a mis en place des sessions de formation pour les employés de plus de 500 entreprises du secteur.

Un champion national œuvrant au rattrapage de la Chine

Création d'alternatives de qualité aux produits américains coûteux : Les pathologies se multiplient en Chine, entre autres, avec le vieillissement de sa population. INNOVENT est à l'origine de la découverte de plusieurs médicaments comme l'Oncorine, premier médicament anti-virus tumoral mondial, et le Conbercept, premier médicament biologique haut de gamme développée hors des Etats-Unis, breveté dans le monde entier et utilisé pour soigner certains troubles ophtalmiques.

Un secteur où la marge de progression en Chine est grande : En 2016, la part des biomédicaments sur le marché mondial représente 32% contre moins de 5% seulement en Chine. INNOVENT s'est implanté dans le parc industriel de Suzhou et a bénéficié de l'appui du cluster BIOBAY. La concentration des entreprises et instituts de recherche a permis l'émergence de nombreux autres groupes innovants (BEIGENE, HENGRUI, FOSUN PHARMA, WUWI APP TEC etc.). Le rattrapage de la Chine engendre une baisse tendancielle des prix sur les médicaments élaborés par des sociétés étrangères et vendus en Chine.

Un développement international sur la base de l'exploitation de la propriété intellectuelle (brevets ou autre) d'INNOVENT à l'international

Cette stratégie contribue au rayonnement mondial d'INNOVENT : INNOVENT vend ses droits de propriété intellectuelle à des entreprises partenaires pour les développer et commercialiser ses médicaments hors de Chine. La société a ainsi un retour sur investissement plus rapide et rend disponible ses produits à l'étranger. Dès juin 2015, la société est choisie comme exemple de réussite d'entreprise innovante en Chine, et son fondateur prononce un discours lors du Dialogue Chine-Etats-Unis sur l'innovation à Washington.

INNOVENT engage de plus en plus d'experts internationaux : En 2019, elle recrute un ancien directeur médical de NOVARTIS (Zane YANG) en tant que chef de ses services médicaux aux Etats-Unis, attestant de l'ascension rapide du groupe qui met alors le pied dans la Silicon Valley. INNOVENT table sur un doublement de ses effectifs en ce qui concerne son équipe américaine, en offrant des actions comme avantage.

Un intérêt accru des sociétés étrangères pour INNOVENT

Des investisseurs respectés : INNOVENT a été introduite à la bourse de Hong Kong (HKSE) en 2018, à hauteur de 500 millions de dollars. Elle profite d'une réforme qui permet aux sociétés de biotechnologie de rejoindre la place boursière, même si ces entreprises ne génèrent pas encore de revenus. Parmi les investisseurs, on compte l'entité de gestion internationale FIDELITY, la société chinoise LEGEND HOLDINGS, le gestionnaire de fonds souverains singapourien TEMASEK, ou la société américaine CAPITAL GROUP.

Des partenariats internationaux accroissant les capacités commerciales d'INNOVENT :

- **En 2015, INNOVENT signe deux accords de collaboration stratégique avec l'entreprise américaine ELI LILLY** portant sur le développement et la commercialisation conjointe de six médicaments anticancéreux d'ici 2025. INNOVENT les commercialisera en Chine tandis que ELI LILLY le fera pour l'étranger. Il s'agit du plus important investissement alloué dans le secteur biopharmaceutique en Chine. La transaction totale pourrait atteindre le montant de 3,3 milliards de dollars sans compter le pourcentage sur les ventes qui sera versé par ELI LILLY.
- **En 2017, INNOVENT et HANMI PHARMACEUTICAL, société sud-coréenne, mettent en place un partenariat global** pour le développement et la commercialisation conjointe d'anticorps bispécifiques en oncologie.
- **En mai 2020, INNOVENT annonce un accord avec le MD ANDERSON CANCER CENTER de l'Université du Texas** pour développer le médicament TYVYT (sintilimab) dans le cadre du traitement de cancers rares aux Etats-Unis. Il permettra à INNOVENT d'obtenir l'approbation de la Food and Drug Administration (FDA) pour sa

prescription aux Etats-Unis, alors que TYVUT est déjà approuvé depuis 2018 par le National Medical Products Association (NMPA) en Chine.

- **Au début du mois de juin 2020, INNOVENT annonce une collaboration avec les laboratoires suisses ROCHE** d'une valeur potentielle de 2 milliards de dollars dans la recherche et le développement de thérapies cellulaires et d'anticorps bispécifiques. La société chinoise fabriquera et commercialisera les produits tandis que ROCHE conservera un droit d'option sur leur licence pour le développement et la commercialisation hors de Chine.

INNOVENT est ainsi devenue en cinq ans une société à suivre sur le plan international dans le domaine pharmaceutique et biotechnologique.

Comité France Chine

Etude

Le « renminbi numérique » : Cinquième modernisation, cinquième internationale ou cinquième colonne ?

Depuis le début du millénaire la question de l'internationalisation de la monnaie chinoise a occupé les esprits et les publications comme un feuilleton dont les épisodes semblent avoir été soigneusement distillés par des auteurs aguerris et capables de tenir en haleine un "lectorat" expert, curieux, parfois préoccupé, mais toujours perplexe. Comme dans les meilleurs "soap operas" ou "séries de films hollywoodiens" à versions successives, les auteurs/réalisateurs ont alterné et se sont succédés, d'abord universitaires dans les années 2000, ils ont passé la main aux banquiers centraux, aux acteurs indépendants parfois. Le terme d'internationalisation est aussi chargé d'ambiguïtés. Nécessitant de façon "classique" à la fois une volonté initiale de la part de l'émetteur (ce phénomène reposant aussi sur un consensus incluant les partenaires financiers et économiques du pays concerné), mais aussi sur des caractéristiques objectives : facilité d'utilisation et de conversion en autres unités de compte, participation importante aux échanges commerciaux en particulier.

Une étape décisive semblait avoir couronné cette marche vers l'internationalisation lorsque la monnaie chinoise avait été intégrée dans le panier de devises constituant l'unité de compte du FMI. C'était en 2016. A contrario, les chiffres d'échanges commerciaux montrent la part apparemment ridicule de la monnaie chinoise dans le commerce international : moins de 2 % à fin juin selon SWIFT, alors que le dollar représente encore plus de 43%.

La méfiance chinoise pour la perte de souveraineté potentiellement liée à l'internationalisation" n'est plus à rappeler. Elle a été amplifiée par deux phénomènes : les cataclysmes qui se sont abattus en 2008, en 2011, et en 2019/20 sur les grands systèmes financiers internationaux mais aussi la montée des risques que l'antagonisme avec les Etats-Unis fait peser sur d'éventuels "points de passage" qui seraient établis entre la sphère monétaire chinoise, encore protégée par la relative inconvertibilité de la devise, et le monde des "règlements internationaux", où le système SWIFT est une extension implicite du domaine de la "juridiction dollar", avec tous les privilèges exorbitants de l'extraterritorialité monétaire aujourd'hui, mais peut-être demain aussi juridique. L'intégration de la devise chinoise dans une internationalisation "classique" passant par SWIFT risquerait aussi de bloquer des règlements en cas de conflit juridique, commercial ou même militaire, que l'on ne peut plus exclure.

L'internationalisation de la devise chinoise, son appartenance même au "panier" apparaissent désormais surtout comme une preuve additionnelle de l'incompréhension mutuelle entre ceux qui souhaitent "engager" la Chine et croyaient avoir progressé, et une Chine qui ne souhaite jamais se dévêtir de ses propres habits "aux caractéristiques chinoises", même quand elle se drape d'un manteau emprunté par nécessité.

Contre ces risques, et dans la foulée de ces hésitations, il semble bien qu'une nouvelle protection puisse être identifiée dans le contexte double de la virtualisation des systèmes de paiement en Chine et la montée des réflexions mondiales sur les "monnaies numériques".

Le voyageur étranger en Chine se rend vite compte ces temps-ci qu'il devient de plus en plus difficile d'accéder à de nombreux biens et services s'il ne dispose pas d'une application Alipay, ou d'un autre système permettant de créditer et de débiter un compte ouvert ici ou là par le truchement d'un simple QR code ou de l'apposition d'un téléphone portable sur la plate-forme du restaurant, du taxi, du guichet de la gare ou de tout autre endroit dont la fréquentation est quasiment incontournable.

La convergence entre cette "numérisation" des paiements en Chine et l'invention de "monnaies digitales" comme la Libra, le bitcoin ou d'autres, aussi logique qu'elle semble être, est pourtant le déclencheur ultime de cette internationalisation/numérisation à la chinoise. Payer numérique, certes, mais payer en Chine avec une monnaie numérique déjà existante, ce serait accepter une perte de contrôle pire encore que celle que risquait de créer la libre circulation d'un renminbi décloisonné, convertible, "internationalisé", dont la souveraineté serait partagée avec des puissances potentiellement hostiles. Ces monnaies numériques n'existent en effet que par la grâce de GAFAM quasi-furtifs ou de "mineurs" anonymes et difficiles à retracer, même si l'on sait que beaucoup d'entre eux se trouvent dans des provinces désormais bien identifiées en Chine, le Sichuan en particulier.

La monnaie numérique chinoise sera traçable, souveraine, et pilotée par le haut. L'annonce a été faite par la Banque centrale en avril dernier d'une expérimentation de cet outil. Elle intervient après six années de réflexions, de travaux, et d'expérimentation dont l'auteur de ces lignes a pu constater la matérialité dans un "laboratoire" de Hangzhou à l'été 2019. Quatre ensembles géographiques sont concernés : Suzhou, Xiong'an (nouvelle zone urbaine "de pointe" du Hebei) Shenzhen et Chengdu, curieusement pas ...Shanghai, ce qui pose naturellement beaucoup de questions sur le degré de mise au point ou les "risques" que poserait l'expérimentation dans une municipalité innovante, internationalisée et naturellement plus importante encore pour l'économie chinoise que Shenzhen.

C'est la toute dernière avancée donnant quelques éléments de compréhension de la démarche et des objectifs poursuivis :

- elle sera l'une des composantes de la "numérisation de la Chine", outil de modernisation et de compétitivité prenant en considération les préoccupations de sécurité publique, illustrées en particulier par la reconnaissance faciale et le contrôle de l'internet. La traçabilité des paiements à travers une devise numérique créée et émise par la Banque centrale est le prolongement de cette numérisation "par d'autres moyens"
- elle accompagne naturellement l'effort chinois, dans le plan 2025, probablement "prolongé", en matière d'intelligence artificielle
- elle est aussi un redoutable argument permettant de confirmer la détermination officielle contre la corruption, la "finance de l'ombre" et les circuits parallèles, impossibles à associer à une monnaie traçable numériquement
- en cas de réussite de l'expérimentation actuelle, de son extension à tout le territoire chinois, elle présenterait aussi toutes les garanties exigibles pour un partage sécurisé de systèmes de règlement échappant à la "zone dollar" en cas de durcissement des sanctions américaines. Dans un contexte où le commerce international, même ralenti, demeure un poumon essentiel à l'économie chinoise, l'utilisation, même par une partie seulement de ses partenaires-clés, de cette monnaie numérique à la place du dollar ouvrirait une zone limitée de confort et de sécurité dans les échanges avec les pays participant à "BRI" par exemple. Le combat défensif contre l'exclusion totale de la Chine des systèmes financiers dominants nécessiterait d'autres forces mais au moins un rempart minimal serait-il procuré par l'utilisation de ce moyen innovant de règlement.

De nombreuses questions demeurent cependant à ce stade, malgré la grande logique que semble démontrer l'annonce du mois d'avril. Le refus apparent du recours à des algorithmes de type "bitcoin" maintient un flou sur la nature exacte de cette devise "numérique", dont la vocation n'est pas de se superposer purement et simplement à ces renminbis qu'il serait naturel d'appeler "notionnels" tel qu'Alipay ou les autres plateformes les mobilisent.

La coexistence affirmée avec la monnaie fiduciaire existante ajoute un questionnement additionnel sur la nature réelle de cette expérimentation. Jamais tentée à l'échelle d'un pays comme la Chine, l'existence d'une monnaie numérique émise par la Banque centrale peut préfigurer un nouveau "Bretton Woods" rêvé depuis longtemps par la Chine et posant de nouvelles bases d'équivalence, de référence, de compensation des échanges monétaires et financiers.

Pour autant l'internationalisation "à la papa" continue : l'AIIB a émis pour la première fois, dans le contexte de la pandémie, ses premières obligations (pour un montant de 3md CNY à trois ans) en devise chinoise "internationalisée" pour venir en aide aux pays membres qui seraient concernés par les dommages causés par la pandémie.

Savamment entretenue par la Chine dans cette nouvelle initiative, l'ambiguïté est l'arme la plus efficace en matière de politique monétaire. Le RMB numérique en est largement empreint, qu'il soit un instrument de déstabilisation du "monde d'avant", une démonstration de l'inclusion de la Chine moderne dans le "monde d'après" ou simplement la construction d'une nouvelle "internationale" en réaction contre les menaces d'un monde extérieur hostile.

Jean-François di Meglio, PEA CCE France

LA BRI VUE D'ADDIS ABEBA

La coopération sino-éthiopienne

La Chine entretient des relations étroites depuis 1970 avec des pays africains en particulier l'Éthiopie à l'époque l'un des pays les plus pauvres et dont elle est le premier partenaire commercial et principal investisseur. A l'arrivée du Front populaire démocratique de libération au pouvoir (1991), les liens avec le Parti communiste chinois se renforcent et orientent le développement industriel. La transition est initiée en 2012 par le Premier ministre et en 2018 Abi Ahmed amorce des réformes en profondeur dans le plus ancien pays indépendants d'Afrique et l'un des plus stables, dirigée par Mme Sahle-Wor, première femme élue Présidente d'Éthiopie (Oct.2018). La parité est respectée au cabinet ministériel. La Chine soutient la candidature de Tedros Adhanom Ghebreyesus (ancien ministre de la santé, et des Affaires étrangères) premier Africain à la direction de l'OMS en 2017, à la suite de Margaret Chan (SAR Hong Kong).

En 2019, l'Éthiopie exporte en Chine (329 millions US\$) des produits agricoles (5^{ème} producteur mondial de café), après les États-Unis (372 M\$) et importe de Chine (2,53 milliards US\$) mais aussi de France (722 millions US\$) et d'Inde (713 millions US\$).

Le choix de l'Éthiopie, puissance montante d'Afrique

La forte croissance économique de l'Éthiopie depuis 2000, 9 % en 2019, et son plan quinquennal adopté en 2015 pour mener une politique active d'investissement dans les domaines d'infrastructure des transports, de l'énergie et des télécommunications sont parmi les motivations majeures des investissements chinois dans la corne de l'Afrique. Dans son plan à 2025, passer d'une économie agraire à une économie industrialisée dont l'aéronautique est aussi un enjeu majeur.

Les coopérations avec l'Éthiopie, deuxième plus grand pays d'Afrique en population (109 millions d'habitants) se sont construites au fil des années dans différents secteurs, y compris dans l'éducation et les relations humaines. Environ 1600 éthiopiens (2019) ont été formés en Chine, plus de 230 ont bénéficié de bourses d'études dans des programmes de masters et de doctorat dans les universités chinoises. Dans le domaine de la santé, la Chine envoie dès 1970 des médecins pour aider au développement sanitaire, et récemment en 2020, les Chinois se sont montrés actifs à déployer la diffusion de matériels de protection et de prévention pour lutter contre la pandémie avec le soutien de la Fondation Jack Ma et les facilités du e-commerce depuis Addis-Abeba.

Commerce et production sont essentiels dans les relations, l'Éthiopie a l'avantage d'ouvrir sur tout le continent africain encore enclavé. La Chine parie sur son développement, sa réussite économique et l'accès au-delà de ses frontières. Le marché intérieur africain (Marché commun de l'Afrique orientale et australe - Comesa) est accessible par rail depuis Addis-Abeba reliée à la mer Rouge par Djibouti, plate-forme portuaire où transite le fret maritime avec la Chine, l'Asie et l'Europe. L'aéroport international, nouveau *hub* régional avec la plus large zone de fret d'Afrique et Ethiopian Airlines devenue la plus grande compagnie du continent africain, renforcent les activités internationales.

L'année 2020 marque une étape dans le renforcement des coopération politiques, économiques, formation, santé, éducation et *high-tech*. Le China Africa Cooperation (FOCAC) est créé en 2000, sa première édition à l'étranger se tient à Addis-Abeba (2003).

Réformes économiques : ouverture, innovation et hub digital

Déterminée à acquérir les techniques étrangères et développer l'innovation pour rester indépendante et reprendre sa place régionale, l'Éthiopie a pris modèle sur le développement économique et entrepreneurial de la Chine réalisé en une courte période de 30 ans. En 2019, le premier satellite de télédétection éthiopien (ETRSS 1) est lancé avec le soutien chinois et en 2020, l'autorité des télécommunications lance une consultation internationale invitant deux opérateurs à investir. Initiées par le Premier ministre Abiy Ahmed (avril 2018), prix Nobel de la paix (2019) pour son action de coopération internationale avec les pays d'Afrique de l'Est, les réformes d'ouverture concernent aussi les secteurs financiers. Les partenariats se nouent et les firmes investissent pour la modernisation telle que le *high-tech* et l'économie digitale. La plate-forme mondiale de commerce électronique d'Alibaba inaugurée en novembre 2019 vise à faire de l'Éthiopie un futur *hub* pour les produits *made in Ethiopia*, le café pourra être vendu en ligne directement au consommateur où qu'il soit. Le « Prix du Netpreneur africain » de la Fondation Alibaba sélectionne 10 finalistes sur 10 000 candidatures retenues de tout le continent.

Les investissements chinois

L'industrialisation

Le marché éthiopien et la modernisation des infrastructures sont une opportunité pour promouvoir des compétences en matière de technologie ferroviaire, ingénierie de construction, portuaire, infrastructure de télécommunications, énergies, satellite, etc.

Les investissements ciblent des projets de secteurs clés. Les avantages de moindre coût de production et de transport constituent un atout et l'adaptation aux besoins des consommateurs locaux une source d'innovation. Les Chinois construisent des usines en particulier de textile et cuir pour servir à la fois le marché intérieur et les marchés d'exportation, tout en s'insérant dans la chaîne de valeur, profitant d'une base industrielle et des *hubs* logistiques pour faciliter les échanges en Afrique et à l'international. On passe du *made in China* au *made in Ethiopia*.

La présence chinoise caractérisée par des exportations de biens, des prestations de service et des investissements technologiques, stimule les activités économiques avec l'Éthiopie dont la population pourrait doubler d'ici 30 ans comme celle des pays voisins. Le centre de contrôle et de prévention des maladies d'Afrique (African CDC) créé en 2017 sur financement chinois (80 millions US\$), est rattaché à l'Union africaine (UA), son siège à Addis-Abeba est financé par les Chinois (2012). L'Agence Chine Nouvelle (Xinhua) et le siège du Fonds de développement sino-africain (CADF) y sont présents.

Des projets d'infrastructures majeurs

Avec une approche pragmatique des gouvernements, les projets se concrétisent : « Addis Ababa Riverside Green Development Project », « Ethiopia-Djibouti Railway Project », « Oil & Gas Project », et le projet d'extension de l'aéroport. En moins d'un an (2019), la commission d'investissement éthiopienne a approuvé 147 projets en IDE chinois dans les secteurs du textile, produits pharmaceutiques, matériaux de construction, acier, céramique and pâte de papier de bambou, confortant la place de la Chine.

L'infrastructure ferroviaire

L'un des chantiers ferroviaires chinois majeurs en Afrique est la construction de la liaison Djibouti-Addis-Abeba en 2016. Réalisé en deux étapes, en 2015 « Ethiopia Addis Ababa Light Rail Transit » (China Railway Group, 34 km) puis « Ethiopie-Djibouti » (China Railway Group & China Civil Engineering Construction Corp., CCECC), la section éthiopienne (656 km) est financée pour 70% par Exim Bank et 30% par le gouvernement éthiopien (4 milliards US\$).

Parcs industriels et zones économiques

Plus de 25 parcs et zones destinés à attirer des investissements étrangers ont été créés par l'État dès 2014 ou sont en construction ou en projet. Douze sont en fonctionnement, proches de la capitale (4 millions d'habitants) et du rail vers Djibouti, avec des conditions spécifiques de production et d'exportation (exemption d'impôt sur le revenu durant les cinq premières années et exonération de droits et taxes sur l'importation de biens d'équipement et de matériaux de construction) et la présence d'une importante main d'œuvre locale, l'une des moins chères au monde. Financés par l'État éthiopien, la Banque mondiale, des États étrangers et chinois, les conditions de bailleurs de fonds sont d'assurer le respect des standards internationaux sur le plan social et environnemental.

Les constructeurs sont majoritairement la CCECC (China Civil Engineering Construction Corporation Ltd.), CCC (China Communication Construction Co.), CGC Overseas Construction Group et CTCE Group (filiale de China Railway Group Limited, CREC) mais aussi des entreprises éthiopiennes pour le parc « Bole Lemi Industrial Park » (157 ha., 2015) financé par l'Éthiopie et la Banque Mondiale.

Jiangsu Qiyuan Group, grand groupe industriel (Yangtze River Delta Economic zone près de Shanghai), investit dans le premier parc industriel ouvert, « Ethiopia-Eastern Economic Zone » (500 ha, Dukem, 2015) qui abrite des entreprises manufacturières de textiles, cuir, produits agricoles, métallurgie, matériaux de construction, etc.

La majorité des grandes zones concentrent l'industrie textile avec différentes sources de financements et le ministère de l'industrie légère (Hawassa Industrial Park, 400 ha, 2016). L'investissement chinois est focalisé dans plusieurs grands parcs : le fabricant de chaussures, Huajian Group, développe (2019) la production d'une future plateforme mondiale (*shoe city*) dans le parc « Jimma Industrial Park » (1000 ha, Oromia) ; l'entreprise de lingerie, Hop Lun Hong Kong, investit (2019) dans le parc de « Bahir Dar Industrial Park » (1000 ha, Amhara) ; le groupe textile Zhejiang Jinda Flax s'engage (2019) dans le projet de zone « Kingdom Linen Industry Zone (4000 ha, Dire Dawa) après avoir déjà produit (2014) dans le parc de « Adama Industrial Park » (2000 ha, Oromia). Le conglomérat Jiangsu Sunshine Group, leader mondial de fibres textiles (uniformes), investit 350 millions US\$ pour produire 10 millions de mètres de tissu de laine peignée et 1,5 millions de pièces finies.

À Addis-Abeba, le parc « Kilinto Industrial Park » (279 ha, 2020) sur financements éthiopien, Banque mondiale et chinois, concentrera l'industrie pharmaceutique.

Les investissements chinois dans l'énergie

La Chine participe au développement du champ de gaz naturel du bassin de l'Ogaden avec son partenaire Ethiopian Minerals, Petroleum and Bio Fuel Corporation. En 2019, le groupe chinois Poly-GCL Petroleum Investment construit le gazoduc (765 kilomètres) qui contribuera à accroître les capacités énergétiques du pays et permettra le transport du gaz depuis la région Somali (Est de l'Éthiopie) jusqu'aux ports de Djibouti pour être liquéfié et exporté par voie maritime par Poly-GCL.

La Chine pour le moment n'est pas directement associée sur le projet controversé mais bien engagé (2011) dans sa réalisation du grand barrage de la Renaissance sur le Nil à la frontière avec le Soudan. Le GERD « Grand Ethiopian Renaissance Dam » (74 milliards M3) sur financements éthiopiens vise à quadrupler la capacité énergétique du pays. Du point de vue chinois, il constitue un atout dans le développement de l'industrie locale.

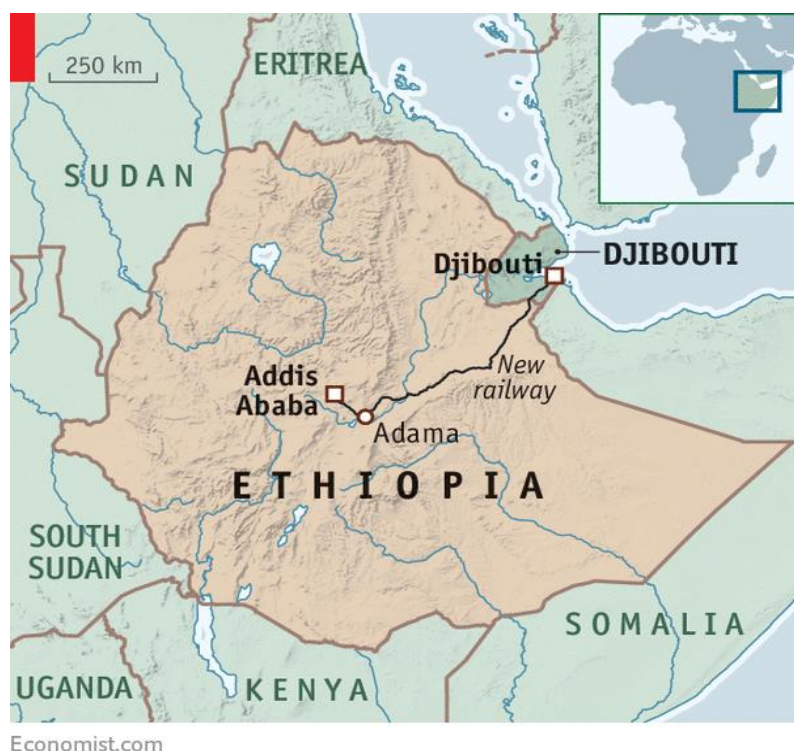
Le commerce maritime et la BRI

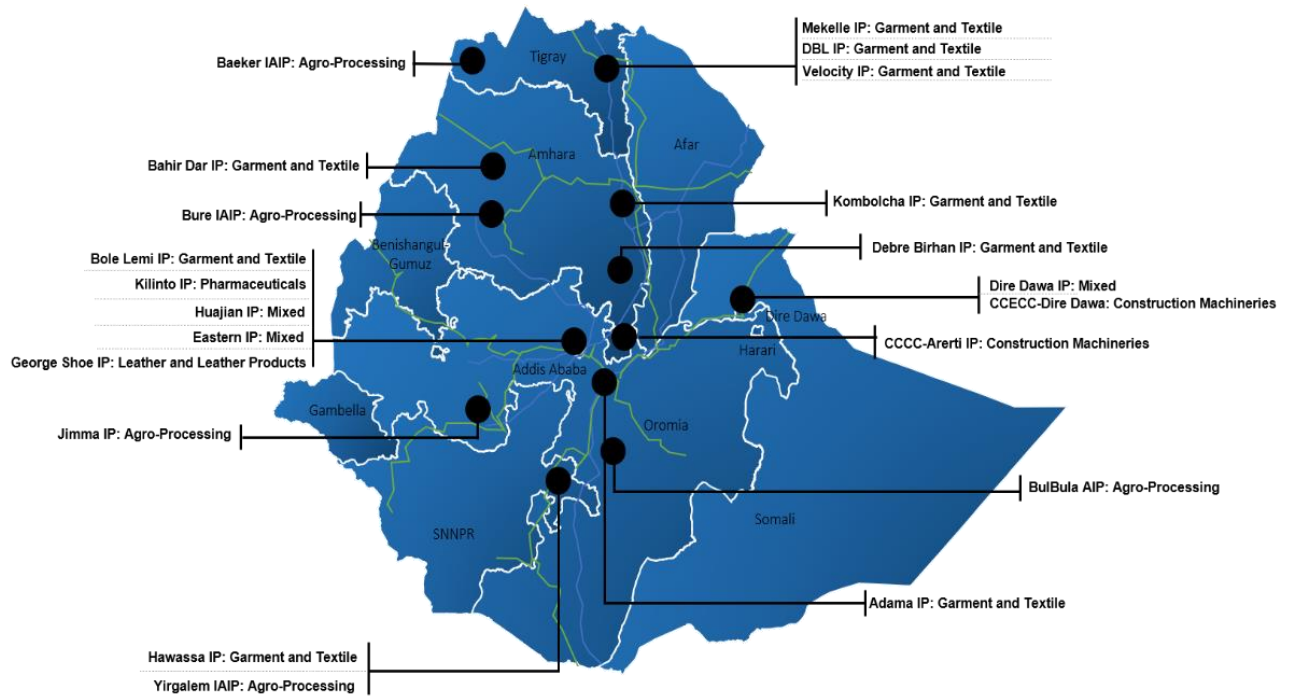
L'essentiel du commerce extérieur de l'Éthiopie est traité par les ports de Djibouti, zone privilégiée des investissements chinois dans la région en matière d'infrastructure et de connectivité : terminaux portuaires, connections rails et routes, réseaux de centrales électriques et énergie, agriculture et infrastructure TICs. Zone de libre-échange, Djibouti (1 million d'habitants) est en passe de devenir un *hub* multifonctions, un « Singapour de la mer Rouge », le géant China Merchants Ports gère le principal terminal à conteneurs de Djibouti. Les activités commerciales sino-africaines s'appuient principalement sur deux des plus grands ports africains, Djibouti et Monbasa (Kenya).

La Route maritime chinoise (*BRI, Belt and Road Initiative*), empruntant les voies maritimes historiques des Océans, accède à l'Afrique de l'Est par Djibouti et par Monbasa (via Colombo, Sri Lanka) et à la mer Méditerranée par le canal de Suez. L'Éthiopie et son port Djibouti jouent maintenant un rôle essentiel pour les activités de la Route de la Soie.

Geneviève Barré, PEA, CCE Singapour

Les objectifs clés de la BRI sont d'accroître l'export et faciliter le commerce, d'écouler les surplus de la capacité industrielle, de promouvoir la technologie chinoise de secteurs clés et l'internationalisation de la monnaie chinoise, le Renminbi. Le financement est rendu possible par les banques d'investissements chinoises, les banques commerciales, le Silk Road Fund et la banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIB, 2015).





Parcs industriels en Ethiopie
(Ethiopian Investment Commission)



Parcs industriels et ligne ferroviaire centrale

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

suivies par Paul Clerc-Renaud

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- La loi de sécurité nationale visant Hong Kong est révélatrice de la volonté du pouvoir chinois d'étendre les compétences juridictionnelles sur ce qu'il considère comme son « domaine intérieur » (Les Echos, juillet 2020)
- Le Ministère des Finances chinois et la ville de Shanghai supervisent un groupe de 26 Etats investisseurs qui débloquent une somme de 88,5md NY (soit 12,7md USD) pour un fond d'investissement « vert » dans le but de promouvoir la protection de l'environnement (Caixin, 17.07.2020)
- Bien que la pandémie ait déstabilisé les enjeux géopolitiques de la Chine et la rivalité technologique entre les Etats-Unis et la Chine, la Chine a l'opportunité de transformer sa vision de « souveraineté cyber » en réalité dans plusieurs endroits du monde (Sup China, 08.05.2020)
- Ces dernières années, beaucoup de compagnies étrangères basées en Chine ont commencé à planifier la délocalisation de leurs investissements afin d'accroître leur capacité opérationnelle (ASEAN Briefing, 19.05.2020)
- D'après les analyses de la banque Morgan Stanley, les dépenses structurelles de la Chine en matière de développement de l'initiative BRI seraient de l'ordre de 1200md USD (Silk Road Briefing, 30.04.2020)
- De nombreuses sociétés de construction étatiques font face à des problèmes causés par l'épidémie de COVID-19 et prévoient de mener des opérations à l'étranger afin de stabiliser la chaîne d'approvisionnement mondiale en parallèle de la lutte contre la crise sanitaire (China Daily, 30.04.2020)
- Selon l'Office de Shanghai, le gouvernement chinois prévoit de déployer un programme visant à développer la gouvernance digitale, faciliter l'échange de données numériques entre les agences publiques et la communauté d'affaires et permettre une meilleure collaboration interrégionale (Technode, 16.07.2020)
- De janvier à mai, un total de 1.400md CNY (environ 197md USD) de nouveaux prêts ont été versés aux fabricants chinois, en hausse de 10,1% en glissement annuel, soit la plus forte croissance depuis 2014, selon la Commission de contrôle des banques et des assurances de Chine (French.China.org, 21.06.2020).

Politique extérieure, diplomatie, décisions relatives à la mondialisation

- Les activités commerciales chinoises en Zambie sont exposées à des tensions suite au meurtre de trois chinois et à la destruction d'une usine de textile à Lusaka au mois de mai (South China Morning Post, 05.06.2020)
- La rivalité géopolitique entre les Etats-Unis et la Chine conduit Washington à opter pour la conclusion que Pékin avait déjà mis en place il y a des années : l'autosuffisance aux nouvelles technologies serait un élément non-négligeable en matière de sécurité nationale (The Jamestown Foundation, 01.04.2020)
- Les puissances moyennes prennent le chemin des négociations avec la Chine et les Etats-Unis, ce qui pourrait entraîner des défis significatifs si New Delhi fait le choix d'adopter un consensus international et une stratégie d'alliance pour contrer l'avancée de Pékin sur le court et moyen terme (Observer Research Foundation, 25.06.2020)
- L'engagement de la Chine en Arctique a progressé de manière significative ces dix dernières années, ce qui n'a pas uniquement contribué à l'apparition d'opportunités économiques prometteuses, mais également l'apparition de risques et d'incertitudes autour des huit pays de la zone Arctique, des acteurs non-étatiques et des populations locales (The Arctic Institute, 28.04.2020)
- Le Ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a pris position mardi 21 juillet en condamnant les agissements de la Chine vis-à-vis de la minorité musulmane ouïghoure. Il a réclamé l'envoi d'observateurs indépendants dans la région occidentale chinoise. La Chine a dénoncé mercredi des « mensonges » après les critiques de la France (France Info, 22.07.2020)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- Les niveaux de compensation dans le secteur de la finance en Chine continuent à perdre de leur poids dans l'industrie de la tech, avec le dernier exemple en date pour les scientifiques et chercheurs qui bénéficient de salaires plus élevés que les professionnels de la finance selon une étude récente (South China Morning Post, 07.07.2020)
- La banque centrale chinoise a noué divers partenariats avec des entreprises digitales dont Didi Chuxing, afin de tester la fiabilité de sa monnaie digitale (China Daily, 10.07.2020)
- Avec le développement rapide de nouvelles technologies telles que le big data, le cloud computing, l'internet des objets, la blockchain et l'intelligence artificielle, l'ère de l'économie digitale s'accélère (China Daily, 14.07.2020)

- L'appui important de la part des gouvernements locaux dans la province de Guangdong-Hong Kong-Macao contribuera à développer l'économie digitale avec un soutien massif pour les entreprises du secteur digital (China Daily, 17.07.2020)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Le Canada est confronté à une nouvelle forme de pression pour bannir Huawei de ses opérateurs 5G suite à la décision du Royaume-Uni de se dédouaner de l'utilisation des équipements Huawei d'ici 2027 (South China Morning Post, 15.07.2020)
- Les deux plus grands groupes chinois de construction navale, China Shipbuilding Industry Corp (CSIC) et China State Shipbuilding Corp (CSSC), prévoient de fusionner, ont annoncé lundi leurs entités cotées dans des avis financiers distincts (Challenges, 01.07.2019)
- Alipay, le service payant en ligne d'Ant Financial Group a introduit pour la première fois un système technologique de reconnaissance nasale pour les chiens et les chats (Caixin, 21.07.2020)
- Dans le secteur financier en Chine, une entité étrangère sera désormais autorisée à détenir la totalité du capital d'une compagnie d'assurance vie et d'une maison de courtage. Jusque-là, la participation d'une entreprise étrangère ne pouvait pas dépasser la moitié du capital (Le Figaro, 24.06.2020)

Accords, contrats et marchés significatifs

- L'opérateur China Telecom pourrait se voir interdire l'accès au marché américain (Les Echos, 10.04.2020)
- Les premières lignes d'un projet d'accord de coopération stratégique entre la Chine et l'Iran évoquent un rapprochement aussi bien économique que militaire entre les deux pays. Un projet qui, s'il est conclu, pourrait bouleverser les rapports de force au Moyen-Orient (La Croix, 18.07.2020)
- Les négociations se poursuivent activement entre la Chine et le groupe français Orano (ex-Areva). Le contrat franco-chinois pourrait traiter jusqu'à 800 tonnes de combustibles usagés par an, permettant d'en recycler une partie sous forme de « Mox », mélange de plutonium usagé et d'uranium (Le Monde de l'Energie, 31.01.2020)

Financements publics et privés, aides financières

- Les chefs d'Etat occidentaux craignent que la Chine soit en train de faire plonger les nations émergentes, et l'Afrique en particulier, dans une nouvelle vague d'endettement (Euromoney, 04.06.2020)

Projets en cours

- Tencent a dévoilé son projet de rachat de la plateforme de vente automobile Yixin. Nokia a également annoncé ce matin avoir signé des contrats avec Tencent et Baidu pour la fourniture d'infrastructures de câblage optique (Zonebourse, 16.06.2020)
- Rapprochement de Tencent avec Baidu pour racheter les participations dans iQIYI, une plateforme similaire à WeTV (Zonebourse, 16.06.2020)

Implantations à l'étranger, délocalisations, nouveaux services internationaux

- Le lancement du nouveau service ferroviaire de fret Chine-Europe offre un nouveau canal de transport du courrier international dans le cadre de la pandémie (French.China.org.cn, 04.05.2020)
- Les effets de rupture dans les chaînes d'approvisionnement seront compensés par des délocalisations itinérantes, de la Chine au Vietnam, à l'Ethiopie ou au bassin méditerranéen. Les avantages des entreprises nomades de ces secteurs résidents surtout dans leur maîtrise logistique (The Conversation, 06.04.2020).

Partenariats

- Si les membres de l'Union européenne devaient imiter les Etats-Unis et le Royaume-Uni en interdisant à la société chinoise de participer au déploiement des réseaux 5G, Pékin envisage des représailles contre les activités chinoises de deux fabricants européens d'équipements de télécommunications, Nokia et Ericsson, rapporte le Wall Street Journal (Capital, 21.07.2020)
- Bien que l'Asie utilise ses ressources pour contenir le virus et son impact économique, la Chine investit dans de larges projets d'infrastructures qui sont momentanément à l'arrêt dans les pays d'Asie du Sud-est (Caixin, 05.05.2020)
- La Mongolie a activement participé à la construction du projet BRI afin d'accélérer son développement économique tout en réduisant ses désavantages associés à son manque de frontière maritime (The Jamestown Foundation, 15.06.2020)

Actions et évènements concernant l'image de la Chine à l'étranger

- La Chine déploie son ambitieux projet spatial en lançant une sonde sur Mars ce jeudi pour tenter de rivaliser avec la prédominance de la NASA dans le secteur aérospatial (Bloomberg, 23.07.2020)
- La Chine anticipe un nombre dépassant 150 millions d'abonnés à la 5G à travers le monde d'ici la fin de l'année en parallèle de ses efforts en matière de développement de ses nouvelles infrastructures qui contribueront à un retour de la croissance économique (China Daily, 10.06.2020)

- Le secteur de la construction et du BTP va connaître une augmentation de l'ordre de 3% cette année dû notamment au nombre important de nouveaux projets d'infrastructures financés par les gouvernements locaux et des efforts durables des sociétés qui cherchent à stimuler la demande de produits pour les générations futures (China Daily, 15.05.2020)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Brèves politico-économiques

- Le ministère de la Défense de Taïwan a confirmé en avril 2020 vouloir moderniser les systèmes lanceurs AMGL-1C Dagaie Mk2, pour tromper les navires adverses, à bord des six frégates acquises en 1990 auprès de la France, engendrant de vives tensions avec la Chine continentale. Le maître d'œuvre désigné du marché est la société française DCI-DESCO, l'opérateur du ministère des armées à l'étranger. Le coût de cette modernisation est estimé à 24 millions d'euros, et serait confiée à l'entreprise française ETIENNE LACROIX. La Chine a immédiatement exhorté la France de renoncer à ce marché via un communiqué du ministère des Affaires étrangères le 12 mai. (*Les Crises*, 17/05/2020)
- A la suite de la proposition de la Chine pour la création d'un comité sur les normes pour le lithium au sein d'un conseil technique dédié, l'Organisation internationale de normalisation (ISO) s'est réunie les 24 et 25 juin. Thierry Breton, le commissaire européen au Marché intérieur, enjoint, dans une lettre aux 27 ministres de l'Industrie les Etats membres de l'Union européenne, à se mobiliser pour éviter leur marginalisation dans la définition des normes internationales sur le lithium, composant essentiel dans la production de véhicules électriques et d'énergie verte. (*Usine Nouvelle*, 18/06/2020)
- La Chine est accusée par Ursula VON DER LEYEN, présidente de la Commission européenne, d'une série de cyberattaques intolérables contre les hôpitaux de l'UE. Ces accusations proférées à l'occasion du sommet entre UE-Chine le 22 juin 2020, concernent notamment l'attaque du groupement français AP-HP en mars dernier, visant à saturer un serveur afin de le rendre inaccessible. Des tentatives d'attaque contre des établissements médicaux ont également sévi au Royaume-Uni et en République tchèque. (*Usine Nouvelle*, 23/06/2020)

Contrats et Partenariats

- Le fonds franco-chinois dévoilé en 2019 par le fonds souverain chinois CIC (China Investment Corporation) et les sociétés françaises BNP PARIBAS et EURAZEO a vu le premier tiers de son enveloppe finale prévue être débloquée. C'est la société de capital investissement EURAZEO qui a annoncé mardi 2 juin le déploiement d'une première tranche de 400 millions d'euros. L'objectif de ce fonds est d'aider les groupes français et européens à se développer en Chine. (*Les Echos*, 03/06/2020)
- HAOYU RIZHAO, producteur chinois de tuyaux, a signé un accord commercial avec la société SAINT-GOBAIN PAM, spécialiste français des canalisations, dont il est un sous-traitant. HAOYU RIZHAO produira des tuyaux de gros diamètre à bas coût à destination du marché chinois. Cet accord répond à un besoin de développer l'offre commerciale de SAINT-GOBAIN en Chine. Certains salariés s'inquiètent d'un transfert de compétence entre les deux entreprises, et d'une dynamique progressive de délocalisation des activités en Chine. (*France Bleu*, 10/06/2020)

Implantations et Investissements Croisés

- ALIBABA, géant chinois du e-commerce, matérialise son développement en Europe avec une installation de nouveaux bâtiments en France pour y implanter son nouveau centre logistique. Son ouverture devrait se faire à Bélin-Béliet, en Gironde, sur un site de 19 hectares acheté il y a deux ans. Ce projet engendrerait environ 300 emplois. La localisation de la plateforme est stratégique : CDISCOUNT, concurrent français d'ALIBABA, est également implanté en Gironde (Cestas). (*Business Insider*, 03/06/2020)
- SUPERCUTE, fabricant chinois de sacs à dos pour enfants, décide de localiser une production en France concernant deux modèles de sacs à dos de la marque au sein des ATELIERS ROANNAIS de maroquinerie. Il s'agit d'une initiative de Christophe Tisseur, président de la franchise exclusive de la société chinoise en France créée en 2019. Les sacs seront vendus au même prix que s'ils avaient été vendus en Chine (42€). Le délai de réussite du projet ayant nécessité un investissement de plusieurs dizaines de milliers d'euros par SUPERCUTE est fixé à la 2020. (*L'Essor*, 08/06/2020)
- ALWAYS, startup chinoise, livrera pour la première fois des voitures électriques et connectées en Europe. 500 unités du modèle U5 (SUV) seront proposées aux touristes en Corse cet été via l'agence de location de véhicules HERTZ. L'usine de la société fondée en 2017 à Shangrao (nord-est de la Chine) permet d'assurer une production à bas coûts. ALWAYS vise plusieurs milliers de livraisons annuelles en Europe, et les commandes seront ouvertes en France à l'automne 2020. Le déploiement en Europe des véhicules électriques chinois arrive au moment où de nouvelles normes environnementales sont mises en place pour réduire la pollution de l'air. Les constructeurs se retrouvent contraints d'électrifier leurs gammes, et la Chine possède déjà une filière de batteries performante. (*Frenchweb*, 09/06/2020)

- REALME, marque de smartphones chinois ciblant en particulier les jeunes fondée en 2018, est lancée en France au printemps 2020. La filiale du groupe BKK ELECTRONICS, qui détient également ONEPLUS, OPPO et VIVO, était déjà présente dans 27 pays. La marque chinoise dispose de 35 millions d'utilisateurs et 10 millions de smartphones ont été vendus pendant les quatre premiers mois de 2020. (*Challenges*, 09/06/2020)
- Le groupe chinois HUAWEI signe une Convention de partenariat le 24 juin 2020 avec VAL-D'OISE NUMERIQUE afin de créer le premier « smart département » de France, lors d'une cérémonie à Cergy. HUAWEI, ayant déjà implanté 5 centres de R&D en France, continue son expansion en développant des villes intelligentes (*smart cities*) et en menant des expérimentations technologiques sur le territoire. (*Le Parisien*, 25/06/2020 et *CEEVO95*).

Autres Initiatives de Coopération

- Le French Chinese Center Aix-Marseille, association dédiée à la promotion des relations franco-chinoises entre entreprises, lance le 20 mai 2020 un programme d'accélérateur de start-up nommé « China Booster » concernant les secteurs de la mode, du luxe, de la beauté et de la tech. Quatre entreprises européennes ont été retenues pour le projet soutenue par la CCI Marseille Provence : KONJAK PARIS, ATELIER SAINTE VICTOIRE, CORPO35 et AIRBLISS. Elles bénéficieront du programme de mentorat intensif sur six mois afin d'optimiser leurs relations d'affaires avec la Chine. (*BFM Business*, 03/06/2020)

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong
et Olivier Le Baube, CCE France

Le contenu des articles de cette lettre ainsi que les informations et les opinions qui y sont exprimées sont ceux de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement l'opinion du comité éditorial ni celle du Comité national des Conseillers du Commerce Extérieur de la France ou de ses membres.
Ni le Comité National ni ses membres ne peuvent être tenus responsables de l'utilisation faite du contenu de ces articles.